CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A DUREE DETERMINEE D'UN APPRENTI

Entre

Le **Groupement d'Employeurs Profession Sport & Loisirs Méditerranée**, dont le siège social est situé à la Maison départementale des sports Nelson Mandela, ZAC Pierres Vives, 66 Esplanade de l'Egalité, 34086 MONTPELLIER, pris en la personne de son représentant légal en exercice,

Désigné ci-après « le GE PSLM »,

D'une part,

Et

La Mairie de Vendargues, collectivité Publique Locale dont le siège social est situé place de la Mairie, 34740 VENDARGUES, pris en la personne de son représentant légal en exercice Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Maire de la ville de VENDARGUES, adhérent du GE PSLM

Désignée ci-après « l'utilisateur »,

D'autre part,

La présente convention de mise à disposition vient fixer, en complément du règlement intérieur, les conditions et modalités de la mise à disposition d'un salarié. Elle peut faire expressément référence ou renvoyer aux dispositions des statuts et/ou du règlement intérieur du GE PSLM, dont un exemplaire a été remis à l'utilisateur en même temps que la présente convention. Toute modification de ce règlement intérieur sera transmise à l'utilisateur et s'impose à lui.

Elle comprend des conditions particulières liées à la mise à disposition du salarié et des conditions générales fixées ci-dessous.

1. CONDITIONS PARTICULIERES

Il est conclu une convention de mise à disposition entre le GE PSLM et l'utilisateur concernant le salarié suivant et aux conditions suivantes :

1.1 - Désignation du salarié

Nom :

Prénom :

N° sécurité sociale :

1.2 - Mission du salarié

- Emploi : Assistant éducateur sportif
- Missions : encadrement de jeunes de 6 à 17 ans dans le cadre de l'ALSH jeunesse et sport (service des sports)
- Diplôme en cours : BP JEPS Activités Physiques pour Tous
- Groupe classification CCN Sport : 1

- Nombre d'heures total pour la durée de la mission :... heures
- Nombre d'heures par semaine :
- Répartition des horaires :
- Convention collective applicable chez l'utilisateur :
- Garanties mises en œuvre par l'utilisateur en matière de rémunération :
- Référent du salarié chez l'utilisateur :
(Tout changement doit être notifié au Groupement d'Employeurs)
- Tuteur du salarié :
- Durée de la mission :

1.3 - Coût horaire facturation

COÛT DE FACTURATION = 9,80€ /heure

Coût salarial (rémunération nette + cotisations sociales) + frais de gestion du GE PSLM + frais inhérents à l'emploi

- Nombre d'heures facturées par mois : heures
- **Coût salarial horaire + frais de gestion du GE PSLM** : euros net.
- **Frais inhérents à l'emploi** (liste non exhaustive) :
Visite médicale, frais de déplacements, transport, complémentaire santé, paniers repas,...

2. CONDITIONS GENERALES

2.1 - Modalités de la mise à disposition

2.1.1. Textes légaux :

Les modalités de la mise à disposition sont réalisées en accord avec le Code du Travail et notamment ses articles 1253-1 et suivants.

2.1.2. Inscription sur le registre du personnel :

L'utilisateur inscrit le salarié sur son registre du personnel avec la mention « mis à disposition par un Groupement d'Employeurs », la dénomination et l'adresse de ce dernier, en précisant la date de début, la durée et le type de contrat.

2.1.3. Effectif de l'utilisateur :

Le salarié est pris en compte dans le calcul de l'effectif de l'utilisateur prorata temporis pour l'application des dispositions législatives ou réglementaires qui se réfèrent à une condition d'effectif du personnel. Cet effectif est calculé en ajoutant au nombre des salariés permanents le nombre moyen par jour ouvrable des salariés mis à disposition au cours de l'exercice.

2.1.4. Information des représentants du personnel :

L'utilisateur est tenu d'informer les institutions représentatives existantes de son adhésion au GE PSLM. L'information doit préciser la nature des activités du GE PSLM et les conditions de sa constitution.

2.1.5. Conditions de travail :

L'utilisateur est responsable des conditions d'exécution du travail énumérés limitativement par le Code du travail, à savoir la durée du travail, le travail de nuit, le repos hebdomadaire et les jours fériés, l'hygiène et la sécurité, le travail des enfants, des femmes et des jeunes travailleurs.

L'utilisateur s'engage à informer par écrit le GE PSLM des garanties mises en œuvre à l'égard de son propre personnel en matière de rémunération.

2.1.6. Médecine du travail :

Les obligations afférentes à la médecine du travail sont à la charge du GE PSLM, mais les frais engendrés par les visites médicales sont facturés à l'utilisateur. Les éventuelles obligations liées à une surveillance médicale spéciale incombent à l'utilisateur.

2.1.7. Droits collectifs :

Le salarié est considéré par l'utilisateur comme tout autre salarié de son effectif, en particulier pour l'accès aux moyens de transport et aux installations collectives disponibles chez l'utilisateur. Le salarié peut recourir aux délégués du personnel de l'utilisateur à propos des conditions d'exécution du travail ou de l'accès aux installations collectives.

2.1.8. Absences :

Toute absence doit être signalée immédiatement au GE PSLM par l'utilisateur.

Les absences temporaires et dûment justifiées feront l'objet d'une facturation correspondant au maintien de salaire devant éventuellement être assuré par le GE PSLM en fonction des dispositions légales et conventionnelles.

En fonction de ses possibilités, le GE PSLM peut proposer à l'utilisateur une autre convention de mise à disposition, en vue de remplacer le salarié absent.

Le GE PSLM ne saurait être tenu pour responsable des absences du salarié notamment si celles-ci sont injustifiées.

2.1.9. Accident du travail :

L'utilisateur doit immédiatement signaler les accidents du travail au GE PSLM (au plus dans les 48 heures), au service de prévention de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie et à l'Inspecteur du Travail. Le GE PSLM effectue la déclaration d'accident du travail. Lorsque l'accident du travail a pour cause une faute intentionnelle, c'est à l'utilisateur qu'incombent directement la responsabilité et les obligations qui en découlent.

2.1.10. Responsabilité civile :

Le GE PSLM délègue, à travers la mise à disposition, son pouvoir de direction. L'utilisateur dispose donc du pouvoir de diriger et contrôler l'activité du salarié. L'utilisateur est considéré comme commettant du salarié dans les dommages qu'il peut causer à un tiers. Pendant le temps de travail chez l'utilisateur, ce dernier est civilement responsable au même titre que pour son propre personnel. Le salarié entre donc dans la police d'assurance de l'utilisateur. Ce dernier renonce ainsi à tout recours contre le GE PSLM en cas de dommages causés à lui-même ou à des tiers par le personnel mis à disposition sur les lieux ou à l'occasion de son travail.

2.1.11. Rémunération du salarié :

La rémunération du salarié est entièrement versée par le GE PSLM conformément au contrat de travail qui les lie. Aucune rémunération ne peut être versée par l'utilisateur.

2.1.12. Discipline :

Le GE PSLM peut seul prendre d'éventuelles sanctions à l'égard du salarié. Toutefois, l'utilisateur doit impérativement informer par écrit le GE PSLM des difficultés éventuelles rencontrées avec le salarié.

2.1.13. Activités et horaires du salarié :

Le salarié participera aux activités de l'utilisateur conformément aux dispositions prévues par son contrat de travail et selon le planning horaire défini avec l'utilisateur.

2.2 - Conditions financières de la mise à disposition

La facturation se fait sur la base du coût salarial tel que défini à l'article 1, comprenant le salaire et les charges sociales ; auxquels s'ajoutent les frais inhérents à l'emploi tels que : Visite médicale, frais de déplacements, transport, prime de précarité, complémentaire santé, panier repas... et les frais de gestion dont le taux est fixé par décision du conseil d'administration du GE PSLM.

La facturation est effectuée sur la base du nombre d'heures mensuelles prévues au contrat de travail du salarié. Un relevé d'heures mensuel est également établi par l'utilisateur et signé par le salarié. Copie de ce document est transmis au GE PSLM le dernier jour travaillé de chaque mois.

Ce taux horaire sera automatiquement réévalué dans les cas suivants :

- Augmentation des frais de gestion ;
- Augmentation des charges sociales de nature légale ou conventionnelles et ou du plafond de la sécurité sociale ;
- Augmentations des salaires minima conventionnels ;
- Majorations du taux horaire du salarié liées aux dispositions légales et conventionnelles.

La facture sera émise au plus tard le 10 du mois suivant celui pendant lequel la prestation de mise à disposition est fournie. L'utilisateur s'engage à régler la facture sous quinzaine.

Pour chaque mise à disposition de salarié, l'utilisateur versera au GE PSLM une avance de trésorerie correspondant à un mois de salaire contractuel (salaire brut et cotisations patronales) dans les 10 jours suivants la date de début de la présente convention.

Cette avance de trésorerie sera reversée à l'utilisateur au terme de la mise à disposition.

Les absences temporaires et dûment justifiées feront l'objet d'une facturation correspondant au maintien de salaire obligatoire compte tenu des dispositions légales et conventionnelles.

2.3 – Résiliation de la convention

Chaque partie peut résilier unilatéralement la présente convention en cas de manquement grave de l'autre partie.

La résiliation ne pourra toutefois intervenir qu'après mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec AR et restée sans effet pendant 15 jours à compter de sa présentation.

La résiliation sera ensuite notifiée par lettre recommandée avec AR.

Constitue un manquement grave de l'utilisateur :

- Le non-paiement des sommes dues ;

- Le non-respect de ses obligations liées aux modalités de gestion de la mise à disposition ;
- Le non-respect des conditions d'exécution du travail du salarié telles que prévues par la présente convention et le Code du travail.

Constitue un manquement grave du GE PSLM :

- Le non-respect de ses obligations d'employeur telles que prévues par la présente convention et le Code du travail.

Ne constitue pas un manquement grave imputable au GE PSLM :

- Les absences du salarié de quelque nature que ce soit ;
- La mauvaise qualité du travail du salarié ou encore son comportement général ;
- L'impossibilité de prévoir au remplacement d'un salarié absent.

Par ailleurs, si l'utilisateur décide également de rompre sans motif la présente convention, il devra procéder par lettre recommandée avec AR moyennant le respect d'un préavis de 2 mois et il sera automatiquement redevable d'une indemnité définitive correspondant aux salaires, charges sociales et frais de gestion restant dus jusqu'au terme initialement prévu. Cette somme devra être versée en une seule fois le dernier jour du préavis. Tout retard fera courir, à compter de cette date, des intérêts de retard en fonction du taux légal applicable.

En cas de départ à l'initiative du salarié, la présente convention est considérée rompue de fait, sans préavis ni indemnité. Le GE PSLM en informera l'utilisateur. Il s'engage alors à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour remplacer le salarié dans les meilleurs délais et proposer à l'utilisateur une nouvelle convention de mise à disposition.

Fait à Montpellier, en 2 exemplaires, le

**Pour le Groupement d'Employeurs
Profession Sport & Loisirs Méditerranée
Monsieur Alain BIAU**

L'utilisateur
.....